

## Burundi : quatre Français et un haut cadre burundais arrêtés pour escroquerie

RFI, 23-06-2018 Au Burundi, le ministre de la Sécurité publique a annoncé, ce samedi 23 juin, l'arrestation de quatre ressortissants français et d'un haut cadre burundais vendredi à Bujumbura, la capitale, dans des circonstances encore floues. Ils sont accusés d'escroquerie.

Les quatre Français et le haut cadre burundais ont été arrêtés vendredi en début d'après-midi. Ikiriho, un site d'information, proche du pouvoir, assure dans un tweet que deux d'entre eux tentaient de s'échapper du pays mais aucune source indépendante ne confirme les circonstances exactes de leur arrestation. Selon des sources RFI, les cinq suspects ont été interpellés sur un mandat du procureur de Bujumbura pour « faux et usage de faux » en lien avec « une escroquerie », en matière de télécommunications. Ils ont brièvement été entendus vendredi par le Service national de renseignement (SNR) avant d'être écroués séparément dans plusieurs prisons à travers le pays. Le ministre de la Sécurité publique explique dans son tweet qu'ils sont, à ce stade, en garde à vue. Nos sources précisent que le procureur devrait commencer leur interrogatoire lundi. On ne sait pas exactement ce qu'on leur reproche mais, toujours selon des sources RFI, les quatre ressortissants français seraient en lien avec une société de droit turc - International Telecom Services (ITS) - qui a le monopole de tout ce qui concerne l'exploitation et la gestion du trafic téléphonique et satellitaire, en provenance et à destination du Burundi. A ce titre, elle brasse chaque année des dizaines de millions de dollars. Quant au cadre burundais arrêté, il s'agit de Donatien Ndayishimiye. Tour à tour conseiller du président Pierre Nkurunziza, patron de plusieurs entreprises de télécoms ou encore directeur au sein des services secrets burundais, certains lui prôtaient jusqu'ici une grande influence. Que s'est-il alors passé ? Personne ne peut le dire exactement pour le moment, mais les cinq suspects sont accusés d'avoir détourné une bonne partie de cet argent, au grand dam de certaines hautes personnalités politiques burundaises en affaire avec eux. L'ambassade de France au Burundi que nous avons contactée a réagi sobrement. « Nous faisons notre travail et la discrétion est de mise », nous a-t-il été dit.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});